

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

3 juin 2011

Index AI : ASA 33/003/2011

Pakistan. Le gouvernement doit faire cesser les exécutions illégales au Baloutchistan

Amnesty International condamne fermement l'homicide de Saba Dashtiyari et demande au gouvernement pakistanais de traduire ses meurtriers en justice.

Saba Dashtiyari a succombé à ses blessures, après que des inconnus lui eurent tiré dessus à plusieurs reprises sur Sariab Road, à Quetta, mercredi 1^{er} juin dans la soirée alors qu'il rentrait chez lui.

Cet homme était un intellectuel, auteur et poète réputé, et enseignait à l'université du Baloutchistan, dans la capitale de cette province. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à la littérature et à la culture baloutches, ainsi qu'un spécialiste des études islamiques. Ces dernières années, il aurait soutenu l'appel aux armes en faveur de l'indépendance du Baloutchistan.

Personne n'a encore revendiqué le meurtre de Saba Dashtiyari, bien que des groupes baloutches l'attribuent aux forces de sécurité pakistanaises, en particulier au Corps de frontière.

Amnesty International rappelle au gouvernement pakistanais qu'il est tenu, en vertu du droit international, de respecter le droit à la vie en toutes circonstances. L'organisation demande aux autorités pakistanaises de veiller à ce qu'une enquête indépendante, impartiale, transparente et approfondie soit menée sur les faits, et de déférer à la justice, dans le cadre de procédures équitables et sans que la peine de mort ne soit requise, toutes les personnes soupçonnées d'avoir joué un rôle dans cet homicide, notamment celles ayant une responsabilité hiérarchique.

La famille de Saba Dashtiyari doit obtenir des réparations, conformément aux normes internationales. L'organisation exhorte également le gouvernement à prendre des mesures urgentes pour mettre un terme aux homicides et aux enlèvements au Baloutchistan, dont le nombre a augmenté à un rythme alarmant au cours de l'année écoulée - plus de 150 militants politiques, journalistes, avocats et étudiants sont morts. Il faut que tous ces cas donnent lieu à des enquêtes, que les personnes soupçonnées d'avoir joué un rôle soient poursuivies et que les familles des victimes obtiennent réparation. Le gouvernement doit par ailleurs diligenter des enquêtes sur tous les autres cas d'atteintes aux droits humains qui sont signalés, y compris les « disparitions » recensées par la commission judiciaire d'enquête sur les disparus.

Complément d'information :

L'histoire du Baloutchistan est marquée par des troubles civils et une insurrection armée depuis la création du Pakistan en 1947, plusieurs groupes locaux réclamant une plus grande autonomie au sein de l'État, voire une séparation complète. Cinq vagues de troubles violents se sont abattues sur cette province, en 1948, en 1958-59, en 1962-63, de 1973 à 1977 et de 2005 à aujourd'hui. Chacune a été violemment réprimée par les forces de sécurité pakistanaises.

Le fait que la population du Baloutchistan réclame une part plus importante dans la répartition des revenus générés par les ressources naturelles de la province est l'un des éléments moteurs de ces troubles. Bien que la province détienne les réserves énergétiques les plus vastes du pays, les groupes baloutches affirment que celles-ci profitent de manière disproportionnée à d'autres provinces et groupes ethniques.

Certains groupes baloutches recourent à la violence, tandis que d'autres font campagne de manière pacifique et d'autres encore se présentent aux élections à l'échelon local, provincial et fédéral. Le gouvernement pakistanais a essayé d'étouffer cette opposition en menant dans cette province de nombreuses opérations militaires ne faisant souvent pas de distinction entre groupes baloutches pacifiques et armés.

Les affrontements qui opposent les groupes baloutches à l'État sont marqués par des atteintes aux droits humains commises par les deux parties.